

RCS : COMPIEGNE

Code greffe : 6002

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de COMPIEGNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 00489

Numéro SIREN : 911 457 281

Nom ou dénomination : KARLING

Ce dépôt a été enregistré le 16/03/2022 sous le numéro de dépôt 1963

# **KARLING**

Société par actions simplifiée  
au capital de 5.652.900 euros  
Siège social : 9 rue du Périer – 60300 Senlis

## **STATUTS**

Le soussigné :

Monsieur Jean-Charles Pierre Hugues **Daudruy**, notaire, demeurant 9 rue du Périer 60300 SENLIS, époux de Madame Véronique LEFAIVRE,  
Né le 13 octobre 1964 à Dunkerque (59140),  
De nationalité française,  
Marié sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Patrice ANTY, Notaire à LIANCOURT, le 12 septembre 2006, préalable à son union célébrée à la mairie de PORTO-VECCHIO (20137), le 16 septembre 2006

**A décidé de constituer une société par actions simplifiée et a adopté les statuts ainsi qu'il suit :**

## **TITRE I - CARACTERISTIQUES**

### **ARTICLE 1 . FORME ET INTÉRÊT SOCIAL**

La société a la forme d'une société par actions simplifiée régie par le livre II, titre I et titre II chapitre VII du Code de commerce et les présentes.

Elle sera unipersonnelle mais pourra être, à tout moment, pluripersonnelle, elle ne fera pas appel public à l'épargne.

L'article 1833 du Code civil dispose que la société est gérée dans son intérêt social en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

### **ARTICLE 2 . OBJET**

La société a pour objet :

- La prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entités juridiques constituées ou à constituer, avec ou sans personnalité morale ;
- La gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières, droits sociaux en général, de sociétés françaises ou étrangères et autres types de placements ;
- La définition et la conduite de la politique générale du groupe qu'elle constitue avec ses filiales ;
- L'acquisition, la construction, la gestion et l'exploitation pour son propre compte, par location ou autrement, de tous immeubles dont elle pourrait devenir propriétaire ;
- Et plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus ou à tout objet similaire, connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social ;

Le tout directement ou indirectement pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion d'alliance, de société en participation ou groupement d'intérêt économique.

### **ARTICLE 3 . DÉNOMINATION**

La dénomination sociale est : KARLING

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée unipersonnelle" ou des initiales "S.A.S.U.", ensuite de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, et du numéro d'identification SIREN, puis la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée.

### **ARTICLE 4 . SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à SENLIS (60300), 9 rue du Périer.

Il peut être transféré sur tout le territoire français par une décision du président, qui à cet effet, est autorisé à modifier les présents statuts, ce transfert devant être ratifié par une décision ordinaire de l'associé unique dans l'hypothèse où il s'agit de personnes distinctes.



Dans tous les cas, il peut également être transféré par une décision de l'associé unique.

Si la société devient pluripersonnelle le siège social pourra être transféré en tout autre endroit du territoire français par simple décision de la présidence, sous réserve de ratification par la prochaine décision collective.

### **ARTICLE 5 . DURÉE**

La durée de la société est de QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation. Par décision unilatérale l'associé unique pourra proroger la durée de la société.

Dans l'hypothèse d'une évolution vers une société pluripersonnelle, un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les associés devront être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. À défaut de consultation dans ce délai, un associé peut demander au président du tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus. La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

## **TITRE II - CAPITAL SOCIAL**

### **ARTICLE 6 . APPORTS**

#### **Apports en numéraire**

Monsieur Jean-Charles DAUDRUY apporte une somme de CENT EUROS (100,00 EUR). Cette somme a été déposée ce jour, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation en l'étude de Maître Jean-Charles DAUDRUY, notaire à SENLIS (Oise).

Elle sera retirée par le président de la société sur présentation du certificat du greffier du tribunal de commerce de COMPIEGNE attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

#### **Apports en nature d'actions**

#### **Exposé :**

Monsieur Jean-Charles DAUDRUY est propriétaire de 7.066 (sept mille soixante-six) actions de la société dénommée CHARLES DAUDRUY ET FILS, Société par actions simplifiée au capital de 434.124 €, dont le siège social est à NEUFCHATEL-HARDELOT (62152), 40 avenue des Lilas, immatriculée sous le numéro 377 525 324 au Registre du Commerce et des Sociétés de Boulogne-sur-Mer (ci-après désignée la « Société »).

La Société a pour activité l'acquisition et la gestion de valeurs mobilières et de parts sociales, services de holdings, achat et vente d'immeubles pour compte propre, marchand de biens.

Sa Présidente est Madame Isabelle SPIERS.

La société a été immatriculée au registre du commerce et des sociétés de DUNKERQUE le 04 avril 1990. Sa durée doit expirer le 25 février 2089. Son siège social, initialement à Dunkerque a été transféré en son siège actuel par décision du 9 novembre 2021.

Son exercice social s'étend du 1er juillet au 30 juin. Le dernier exercice clos est celui au 30 juin 2021.

Le capital de la Société s'élève à 434.124 euros, il est divisé en 28.008 actions de 15,50 euros chacune de valeur nominale et réparties entre les associés dans les proportions suivantes :



Dominique DAUDRUY	7.880 actions
Jean-Charles DAUDRUY	7.066 actions
Isabelle SPIERS	7.066 actions
Charles-Antoine DAUDRUY	746 actions
Benoît DAUDRUY	746 actions
Camille DAUDRUY	746 actions
Pierre-Louis DAUDRUY	760 actions
Ameline DAUDRUY	760 actions
Edouard SPIERS	746 actions
Marie-Clémentine SPIERS	746 actions
Henri SPIERS	746 actions

Ceci exposé il est constaté l'apport en nature, par Monsieur Jean-Charles DAUDRUY, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, des 7.066 (sept mille soixante-six) actions dont il est propriétaire dans le capital de la Société CHARLES DAUDRUY ET FILS.

Il s'agit d'un apport pur et simple d'une valeur de CINQ MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-DEUX MILLE HUIT CENTS EUROS (5.652.800,00 EUR).

L'associé est informé qu'il ne peut décider de se dispenser de l'intervention du commissaire aux apports (art. L 227-1, al. 5 et D 227-3) qu'à la condition :

- Qu'aucun apport en nature n'ait une valeur supérieure à 30 000 € ;
- et en outre, que la valeur totale de l'ensemble des apports en nature n'excède pas la moitié du capital social.

Lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports, les associés sont, pendant cinq ans, solidairement responsables de l'évaluation retenue à l'égard des tiers (art. L 227-1, al. 7).

Connaissance prise de ces dispositions, l'associé confirme ne pas souhaiter l'intervention d'un commissaire aux apports

#### Libération des apports

Les dispositions applicables à la libération des apports réalisés ci-dessus et aux augmentations de capital qui pourraient être décidées par la suite sont les suivantes :

##### **Apports en numéraire.**

Les parts de numéraire doivent être libérées par leurs souscripteurs à première demande du Président et, au plus tard, quinze jours après réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le Président peut exiger la libération immédiate du montant de la souscription. Le Président peut aussi demander la libération de ce montant par fractions successives, au fur et à mesure des besoins de la société.

##### **Apports en nature.**

Les actions attribuées en rémunération d'apports en nature doivent être immédiatement et intégralement libérées. Cette libération s'effectue par la mise à disposition effective des actions apportées.

#### Propriété -Jouissance

La société « KARLING » devient propriétaire des actions « CHARLES DAUDRUY ET FILS » à elle apportées, à compter de ce jour. Elle en a la jouissance à compter du même jour par la possession réelle. Elle participera et contribuera aux résultats sociaux à proportion des droits attachés aux actions cédées à compter de ce jour. A cet effet, l'apporteur subroge la société « KARLING » dans tous les droits et obligations attachés aux parts apportées.

#### Garantie de passif

De convention expresse entre les parties, il n'est prévu aucune garantie de passif.



Agrément

Conformément à l'article douze des statuts de la société CHARLES DAUDRUY ET FILS, les présentes sont soumises à l'agrément des associés lequel a été donné aux termes d'une assemblée générale en date du 18 février 2022.

Charges et conditions

Le présent apport est consenti sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière.

Titres apportés non soumis à engagement de conservation

L'apporteur atteste que les titres qu'il apporte ne sont soumis à aucun engagement de conservation lié à l'article 787 B du Code général des impôts.

Plus-value d'apport

La présente opération entre dans le champ d'application de l'article 150-O-B ter du CGI et bénéficie donc de plein droit du régime du report d'imposition.

Par suite, la plus-value n'est pas immédiatement imposable. Le montant de cette plus-value est déterminé selon les règles en vigueur à la date des présentes, dans les conditions de droit commun, par différence entre le prix de cession et le prix de souscription des titres apportés (CGI art. 150-0 A).

**L'apporteur est informé que le report d'imposition prend fin :**

\* l'année au cours de laquelle les titres reçus en échange de l'apport (c'est à dire les titres KARLING) sont cédés, rachetés, remboursés ou annulés. Le taux d'imposition applicable est alors le taux en vigueur au cours de l'année de survenance de l'événement mettant fin au report auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux.

\* ou en cas de cession à titre onéreux, rachat, remboursement ou annulation des titres apportés dans les 3 ans de l'apport, sauf si la société bénéficiaire de l'apport réinvestit au moins 60% du produit de la cession dans une activité économique, dans un délai de 2 ans.

\* ou lorsque l'apporteur transfère son domicile fiscal hors de France dans les conditions prévues à l'article 167 bis du CGI antérieurement aux événements mentionnés ci-dessus.

Les obligations déclaratives à effectuer par le contribuable sont contenues aux articles 41 quaterdecies et 41 quaterdecies A de l'annexe III du Code général des impôts. L'ensemble est commenté au BOI-RPPM-PVBMI-30-10-60-20 et 30-10-60-30.

L'apporteur est informé qu'il doit notamment déclarer la plus-value en report dans sa déclaration de revenus 2042 C-PRO

**Incidence d'une opération de cession à titre onéreux, rachat, remboursement ou annulation des titres apportés dans les 3 ans de l'apport**

Ainsi qu'il est dit ci-dessus, une telle opération met fin au report d'imposition et rend la plus-value en report, imposable, à moins que la société bénéficiaire de l'apport réinvestisse au moins 60% du produit de la cession dans une activité économique, dans un délai de 2 ans.

Ce seuil de réinvestissement est apprécié au regard du prix de cession des titres, et le cas échéant, des frais et charges effectivement supportés par la société cédante et directement liés à cette cession. Le réinvestissement doit consister :

- dans le financement d'une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, à l'exception de la gestion d'un patrimoine mobilier ou immobilier,
- dans la souscription de parts ou d'actions dans les fonds communs de placement à risques, dans les fonds professionnels de capital investissement, dans les sociétés de libre partenariat, dans les sociétés de capital-risque,



- dans l'acquisition d'une fraction du capital d'une société exerçant une telle activité, sous la même exception, et qui a pour effet de lui en conférer le contrôle au sens du 2° du III du présent article,
- ou dans la souscription en numéraire au capital initial ou à l'augmentation de capital d'une ou plusieurs sociétés répondant aux conditions prévues au b du 3° du II de l'article 150-0 D bis.

Si la cession intervient après trois ans, il n'y a plus d'obligation de réinvestissement.

**Incidence d'une opération de donation ultérieure des titres de la société KARLING :**

Lorsque les titres reçus en rémunération de l'apport font l'objet d'une donation et que le bénéficiaire de la donation contrôle la société bénéficiaire de l'apport, la plusvalue en report est imposée au nom du bénéficiaire de la donation :

- en cas de cession, d'apport, de remboursement ou d'annulation des titres reçus dans un délai de cinq ans à compter de la donation (délai porté à dix ans lorsque les titres apportés ont été cédés par la société bénéficiaire et font l'objet d'un réinvestissement indirect via une structure d'investissement), sauf en cas de licenciement, d'invalidité ou de décès du bénéficiaire de la donation ou de son conjoint ou partenaire de Pacs soumis à une imposition commune. Passé ce délai, la plus-value en report d'imposition est définitivement exonérée en cas de cession des titres reçus par le donataire ou en cas de cession des titres apportés par la société bénéficiaire (BOI-RPPMPVBI-30-10-60-30 n° 150).
- en cas de cession, d'apport, de remboursement ou d'annulation des titres apportés à la société bénéficiaire dans les trois ans de l'apport (sauf réinvestissement économique du produit de la cession dans les conditions énoncées ci-dessus).

Le bénéficiaire de la donation mentionne dans la proportion des titres transmis le montant de la plus-value en report dans la déclaration d'ensemble des revenus s'il contrôle la société bénéficiaire de l'apport

**L'apporteur est considéré comme contrôlant la société :**

- lorsqu'il détient directement ou indirectement, ou par l'intermédiaire de son groupe familial, la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de la société. Le groupe familial est constitué de son conjoint (ou partenaire lié par un Pacs), de leurs ascendants et descendants, et de leurs frères et sœurs ;
- lorsqu'il dispose seul de la majorité des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux de cette société en vertu d'un pacte d'associés ;
- lorsqu'il exerce en fait le pouvoir de décision.

**Total des apports**

La valeur totale des apports est de cinq millions six cent cinquante-deux mille neuf cents euros (5.652.900,00 eur).

**Article 7. CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de CINQ MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-DEUX MILLE NEUF CENTS EUROS (5.652.900,00 EUR). Il est divisé en 56.529 actions de CENT EUROS (100,00 EUR) chacune, numérotées de 1 à 56.529 intégralement souscrites par Monsieur Jean-Charles DAUDRUY.



Les actions sont réparties en deux catégories :

- Les actions de catégorie A
- Les actions de catégorie B

Les dispositions particulières applicables aux différentes catégories d'actions sont définies à l'article 12 ci-après.

En dehors du régime résultant de ces dispositions, les actions quelle que soit leur catégorie, confèrent à leurs titulaires les mêmes droits et obligations.

En cas d'augmentation de capital par apports nouveaux ou incorporations de réserves, les associés souscriront et recevront des nouvelles actions de la même catégorie que celles antérieurement possédées.

Les actions sont donc attribuées à Monsieur Jean-Charles DAUDRUY de la manière suivante :

- 56.528 actions de catégorie A, portant les numéros 1 à 56.528, en rémunération de son apport en nature ;
- 1 action de catégorie B, portant le numéro 56.529, en rémunération de son apport en numéraire.

#### MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi.

#### 1/ Augmentation de capital

##### **Principe :**

Le capital social peut être augmenté, de toutes les manières autorisées par la loi par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, la décision collective des associés doit être prise à l'unanimité.

Si l'augmentation de capital est réalisée pour partie ou en totalité, par des apports en nature, la décision du ou des associés constatant l'augmentation de capital ainsi que la modification consécutive des statuts, doit contenir l'évaluation de chaque apport, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par l'associé unique, ou le cas échéant à l'unanimité ou en justice sur requête du président. Ce commissaire aux apports doit être un commissaire aux comptes qui n'a pas réalisé tant actuellement que depuis trois ans de mission au sein de la société.

En outre, une décision extraordinaire doit être prise pour toutes augmentations de capital, sauf si elle est effectuée par apport en nature, à l'effet de décider, sur le rapport de ses dirigeants, l'ouverture ou non à cette occasion du capital à ses salariés. En cas de non-respect, la procédure d'augmentation de capital est frappée de nullité.

##### **Droit préférentiel de souscription :**

En cas de pluralité d'associés, chacun d'eux a un droit préférentiel de souscription pour l'émission d'actions de numéraire. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions détenues. Toutefois, une décision collective extraordinaire peut supprimer ce droit de souscription. En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

#### 2/ Réduction du capital

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale extraordinaire des associés peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits de créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour quelque cause ou de



quelque manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre associés.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique ou les associés doivent décider, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

### TITRE III – DROITS SOCIAUX

#### ARTICLE 8 . ACTIONS

**Titre :**

Les actions sont nominatives et négociables dans les conditions indiquées aux présentes.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

À la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. A ce document est annexée la liste mise à jour des associés, l'identité du président et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

**Droits attachés aux actions :**

Chaque action donne droit dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre d'actions existantes.

**Droit de vote :**

Chaque action donne le droit de participer aux décisions collectives des associés et donne droit à une voix.

**Usufruit - nue-propriété :**

Le droit de vote s'exercera selon les modalités prévues à l'article 12 des présents statuts.

**Indivisibilité des actions :**

Chaque action est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs actions sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en Justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote seul fait l'objet de cette représentation, chacun des associés indivisaires gardant le droit de siéger en assemblée.

**Libération des apports en numéraire :**

Les actions souscrites en numéraire doivent être libérées, lors de leur souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.



Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans soit à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, soit à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions portera, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Il est précisé que si une procédure collective est ouverte à l'encontre de la société, le capital non libéré sera immédiatement exigible.

## **ARTICLE 9 . CESSION - LOCATION ET TRANSMISSION DES ACTIONS**

### **Mutation entre vifs ou par décès**

Sous réserve du respect des dispositions prévues ci-après, la cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

**Les actions de catégorie A** sont librement cessibles entre associés ou à un héritier ou légataire descendant d'un associé de cette catégorie.

L'usufruit des actions de la catégorie A est librement cessible au conjoint d'un associé.

Toute cession effectuée au profit d'une personne qui ne remplirait pas cette qualité nécessite le respect de la procédure de préemption suivante.

Procédure de préemption : Si un associé détenant des actions de catégorie A souhaite céder la pleine propriété, la nue-propriété et/ou l'usufruit de titres qu'il détient dans le capital social de la Société, il sera tenu de notifier au Président de la Société le projet de cession, par lettre recommandée avec accusé de réception, indiquant le nombre d'actions en cause, le prix demandé et les conditions de la vente.

Dans les trente jours de cette notification, le Président portera ledit projet de cession à la connaissance de tous les associés titulaires d'actions de catégorie A, par lettre recommandée avec accusé de réception, reproduisant l'ensemble des indications mentionnées dans la notification du cédant. Ce projet de cession devra également être notifié pour information par lettre recommandée avec accusé de réception à l'associé titulaire de l'action de catégorie B.

Les associés titulaires d'actions de catégorie A pourront exercer leur droit de préemption, par une notification au cédant et au Président de la Société, au plus tard dans les deux mois de la notification du projet du cédant, en précisant le nombre d'actions concernées qu'ils souhaitent acquérir.

Les offres de préemption par les associés titulaires d'actions de catégorie A seront satisfaites au prorata de la participation qu'ils détiennent dans le capital de la Société.



Si les offres n'ont pas absorbé la totalité des actions proposées à la vente, le Président pourra les proposer à tout associé de son choix ou les faire racheter par la Société pour les annuler.

A défaut de paiement du prix dans les 6 mois de la décision de préemption, celle-ci sera considérée comme nulle et non avenue et la cession envisagée pourra être régularisée.

Ces dispositions sont applicables à toutes cessions entre vifs, à titre gratuit ou à titre onéreux, même en cas de cession par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice.

### **Les actions de catégorie B**

Dans la limite du délai de dix (10) années à compter de l'immatriculation de la société au RCS, cette (ces) action(s) demeure(nt) inaliénable(s).

Au-delà de ce délai, ou en cas de décès de leur titulaire, la cession sera soumise aux dispositions ci-dessus prévues pour les actions de catégorie A. Toutefois, en cas de décès de Monsieur Jean-Charles DAUDRUY, quelle qu'en soit la date, la cession de cette (ces) action(s) sera libre au profit de tout légataire qu'il aura pu instituer.

### **Retrait d'un associé**

Tout associé a la possibilité de se retirer de la Société totalement ou partiellement étant toutefois précisé que ce retrait est soumis au respect des conditions suivantes :

Le retrait total annuel de l'ensemble des associés titulaires d'actions de catégorie A ayant déposé une demande ne peut être supérieur à 5% (cinq pour cent) du capital social de la Société sauf décision contraire des associés prise à l'unanimité.

Dans l'hypothèse où les demandes de retrait déposées par un ou plusieurs associés viendraient à dépasser la limite de 5% du capital de la Société, il sera procédé d'office par le Président à la réduction de chaque demande en tenant compte du droit de chacun d'eux de se retirer à proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans le capital pour ne pas dépasser le plafond annuel des retraits fixé ci-dessus.

Il est entendu que chaque associé ne pourra déposer sa demande de retrait auprès du Président que dans les trois (3) premiers mois de l'exercice social de la société. Toute demande présentée au-delà sera traitée dans l'exercice social suivant.

Le paiement du prix de rachat des titres devant obligatoirement intervenir en numéraire se fera en deux versements égaux et sans intérêts étant entendu que le premier versement devra intervenir avant le 31 décembre de l'année au cours de laquelle la demande de retrait a été déposée et le second versement avant le 30 juin de l'année suivante, sous réserve d'un accord sur le prix avant le 30 juin suivant la demande de retrait. A défaut, le 1<sup>er</sup> règlement interviendra au plus tard six (6) mois après la fixation du prix et le second, douze (12) mois après cette fixation.

### **Exclusion d'un associé**

Tout associé peut être exclu de la Société en cas de violation délibérée de l'une des dispositions des présents Statuts.

En cas de survenance d'un motif d'exclusion, le Président consultera les associés et les invitera à se prononcer collectivement sur l'exclusion de l'associé concerné dans les conditions fixées à l'article 12 ci-après, étant entendu que l'associé concerné pourra prendre part au vote et sera appelé à formuler ses observations sur la mesure envisagée.

Si l'exclusion envisagée concerne un associé de catégorie A, elle pourra être prononcée par un seul associé de catégorie B.



La décision des associés lui sera notifiée dans un délai de trente jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé seront suspendus.

La décision d'exclusion entraîne pour l'associé exclu l'obligation de céder ses actions et pour les autres associés l'obligation de les racheter..

A défaut d'accord amiable entre les associés sur la répartition entre eux desdites actions, elle sera effectuée en proportion de leur participation au capital de la Société. Si les offres n'ont pas absorbé la totalité des actions à acheter, le Président pourra les faire racheter par la Société qui devra les céder dans le délai de six mois ou les annuler.

La cession des actions de l'associé exclu pourra être régularisée, en cas de résistance de celui-ci, par le Président de la Société sur sa seule signature.

Le paiement du prix de rachat des titres se fera en un seul versement devant intervenir dans les douze (12) mois de la décision collective ayant prononcé la décision d'exclusion.

#### **RECOURS A L'EXPERTISE (uniquement si pluralité d'associés)**

En cas de recours à l'expertise si contestation sur la valeur de cession ou de rachat, telle que prévue par l'article 1843-4 du Code civil, les frais et honoraires de celle-ci sont répartis entre les anciens et nouveaux titulaires des actions, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre d'actions anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

Lorsque la société continue avec les associés survivants, l'héritier est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur de ses droits sociaux, valeur déterminée au jour du décès. En cas de contestation sur son montant, cette valeur est fixée par l'expert de l'article 1843-4 susvisé.

#### **LOCATION DES TITRES**

La location d'actions est interdite.

#### **SORTIE FORCÉE**

Dans l'hypothèse où l'associé majoritaire recevrait une offre d'achat portant sur tout le capital de la société, il devra présenter cette offre à ses co-associés minoritaires.

Si un ensemble d'associés détenant plus de 75% du capital accepte l'offre, il sera exigé des associés minoritaires représentant le reste du capital qu'ils cèdent leurs titres aux conditions de l'offre.

### **ARTICLE 10 . COMPTES COURANTS**

L'associé unique ou les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Le montant maximum desdites sommes, les conditions de retrait, de remboursement et la fixation des intérêts sont déterminés, en cas de pluralité de membres, par accord entre le président et les intéressés.

Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et le président ou les associés.

## **TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ**

### **ARTICLE 11 . PRÉSIDENTE**

#### **Nomination :**

La présidence est assurée par une personne physique ou morale, associé ou non, nommée avec ou sans limitation de durée.



La nomination du président doit être effectuée soit par l'associé unique soit par décision collective des associés prise à la majorité simple, la durée de son mandat est fixée par la décision qui le nomme.

**Pouvoirs à l'égard des tiers :**

La société est représentée à l'égard des tiers par son seul président.

Dans les rapports avec les tiers, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

**Pouvoirs à l'égard de la société :**

Le président prend seul toutes les décisions non attribuées à d'autres organes par la loi ou par les statuts.

**Délégation de pouvoirs :**

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, le président peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

**Sûretés :**

Les sûretés sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations.

**Rémunération :**

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et règlement sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

**Obligations :**

Le président est soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion (sauf pour les petites entreprises – art L 232-1 IV C commerce) ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L 232-2, L 232-3 et L 232-4 du Code de commerce.

Le président est tenu en outre de satisfaire aux diverses prérogatives du comité social et économique ou, à son défaut, des délégués du personnel. Le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel exercent dans les sociétés commerciales les attributions prévues aux articles L 422-4, L 432-5 du Code du travail.

**Démission :**

Le président, sauf s'il est l'associé unique, peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sa démission ne sera effective qu'après un délai de préavis de trois mois courant à compter de l'envoi de la lettre recommandée.

Le président démissionnaire convoquera l'organe compétent pour désigner son successeur. Cet organe sera convoqué pour une date impérativement fixée dans les trente (30) jours du délai de préavis. À défaut d'avoir effectué cette convocation, il restera en fonction jusqu'à la réunion de l'organe appelé à désigner son successeur.

**Révocation :**

Le président, sauf s'il est l'associé unique, est révocable par le même organe et selon les mêmes règles de quorum et de majorité nécessaires à sa nomination. Le président révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.



**Incapacité :**

La cessation du mandat social du président intervient d'office lorsqu'il est placé sous tutelle. Cet évènement n'entraîne pas de fait la nullité des décisions qu'il a prises. Une assemblée générale devra être convoquée à l'initiative de tout associé.

**Directeur général :**

Le ou les directeurs généraux et le ou les directeurs généraux délégués peuvent être des personnes physiques ou morales ayant ou non la qualité d'associé.

Un directeur général et plusieurs directeurs généraux délégués peuvent être nommés par l'associé unique ou, sur proposition du président, à la majorité simple des associés. La collectivité des associés statuant sur la nomination fixe la durée de celle-ci et sa rémunération éventuelle. Le directeur général est révocable à tout moment à la majorité simple des associés.

Le directeur général est doté des pouvoirs les plus étendus pour assurer la direction interne de la société, l'associé unique ou la collectivité des associés pourra, lors de sa désignation, et à titre de mesure interne, apporter les restrictions qu'elle jugera utiles aux pouvoirs de ce derniers. Il en ira de même pour les directeurs généraux délégués.

Le directeur général a le pouvoir légal de représenter la société.

Les conditions relatives à la démission, la révocation et l'incapacité du président sont exactement transposables pour le directeur général.

**Modification dans le contrôle d'un associé personne morale**

Si un ou plusieurs associés sont des personnes morales, ils doivent, en cas de changement de majorité et ou d'objet ou de forme, notifier à la société les modalités et justificatifs de ces changements, et ce dans un délai de quinze jours de ceux-ci.

En cas de changement de contrôle de la personne morale tel que défini par l'article L 233-3 du Code de commerce, ou de changement d'objet ou de détenteurs d'actions pouvant mettre en péril le présent pacte social, l'exclusion pourra être prononcée.

Pour se prononcer sur l'exclusion éventuelle, la société devra, dans le mois de la notification ci-dessus, engager la procédure d'exclusion selon la procédure et les effets décrits aux présentes. À défaut, la procédure d'exclusion pour ces motifs de changement ne pourra plus être introduite.

**ARTICLE 12 . DÉCISIONS COLLECTIVES**

**Cet article n'a de fondement qu'au cas où la société passerait d'un associé unique à deux ou plus de deux associés.**

**Les décisions à prendre collectivement sont les suivantes :**

- Les ventes, acquisitions, emprunts ou engagements, sauf ceux pour lesquels le président a directement pouvoir tel qu'il peut être indiqué ci-dessus.
- Nomination, renouvellement et révocation du président de la société, du directeur général et des directeurs généraux délégués et fixation de leur rémunération.
- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes.
- Approbation des comptes sociaux et affectation des résultats.
- Extension ou modification de l'objet social.
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital.
- Augmentation des engagements de tous les associés.
- Agrément des cessionnaires d'actions.
- Définition des conditions de retrait, de remboursement et rémunération des sommes versées en compte courant.



- Conventions réglementées sur le rapport du commissaire aux comptes s'il existe.
- Adoption des clauses relatives à l'inaliénabilité des actions.
- Fusion, scission, apport partiel d'actif.
- Transformation en une société d'une autre forme.
- Prorogation de la durée de la société.
- Dissolution de la société.
- Et les actes dont la conclusion est soumise à l'autorisation préalable de la collectivité des associés.

#### **Décisions collectives - décisions de l'associé unique :**

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sous forme de décisions unilatérales.

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix du président.

Les associés peuvent valablement prendre une décision collective dans un acte dans la mesure où ce dernier porte le nom et la signature de l'ensemble des associés, qu'ils soient présents ou représentés.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour toutes décisions si la convocation en est demandée par un ou plusieurs associés dans les conditions définies ci-après à l'article "Droit de convocation" ci-après.

Le formalisme lié à la convocation aux assemblées générales qui va être détaillé ne s'impose pas à l'associé unique sauf si le président n'est pas l'associé unique. Les décisions de l'associé unique sont répertoriées par ordre chronologique dans un registre.

#### **Droit de convocation :**

Les associés sont convoqués par le président, à défaut, ils le sont par le commissaire aux comptes s'il existe.

En outre, un ou plusieurs associés détenant la moitié des actions ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des actions, peuvent convoquer la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut, également, obtenir par ordonnance du président du Tribunal de commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Toute décision collective prise à la suite d'une convocation irrégulière peut être annulée. Toutefois, l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

#### **Mode de convocation :**

Les convocations sont adressées aux associés quinze jours au moins avant la réunion, et ce par tous moyens de communication écrite. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.

#### **Lieu de convocation :**

Le lieu de convocation est soit le siège social soit tout autre lieu indiqué par le président.

#### **Droit de communication - délai :**

Quinze jours au moins avant la date de la réunion d'une l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque associé : le texte des résolutions proposées, le rapport du président, celui du commissaire aux comptes s'il existe.

Pendant ce délai, ces mêmes documents sont tenus à la disposition des associés au siège social.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents sont adressés à chaque associé qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.



En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle destinée à l'approbation des comptes, doivent être adressés à chaque associé : l'inventaire, les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, et le rapport du commissaire aux comptes s'il existe.

#### **Représentation :**

Un associé peut se faire représenter par un autre associé à moins que la société ne comprenne que deux associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Lorsque les actions sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste associé.

Les représentants légaux d'associés juridiquement protégés peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Les sociétés et autres personnes morales associées sont représentées soit par leur représentant légal soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

L'article 1161 du Code civil dispose qu'un représentant ne peut agir pour le compte des deux parties au contrat ni contracter pour son propre compte avec le représenté.

En ces cas, l'acte accompli est nul à moins que la loi ne l'autorise ou que le représenté ne l'ait autorisé ou ratifié.

#### **Procès-verbaux :**

Les procès-verbaux des décisions collectives doivent être établis sur un registre spécial sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes : date et lieu de la réunion, nom et qualité du président, identité des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions qu'ils détiennent, les documents et rapports soumis, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix, le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président et le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le président ou éventuellement les liquidateurs.

#### **Quorum - majorités :**

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social.

Les associés ne peuvent valablement délibérer que si les associés présents, représentés ou votant par correspondance possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de vote. Si ce quorum de la moitié n'est pas atteint, il y a lieu de provoquer une deuxième consultation pour laquelle aucun quorum ne sera requis.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix. Le vote par correspondance est autorisé pour toute assemblée générale.

Les décisions collectives sont prises par un ou plusieurs associés à la majorité simple des voix.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'associé titulaire des actions de catégorie B dispose d'un droit de veto s'agissant des décisions, considérées de nature extraordinaire, suivantes :

- Exclusion d'un associé,
- Agrément d'un nouvel associé
- Nomination et révocation du président
- Toute modification des dispositions statutaires
- La dissolution de la Société,
- Opérations d'acquisition / cession pour un montant supérieur à cinquante mille euros (50.000 €), revalorisé sur le coefficient d'érosion monétaire (indice de base – année 2022).
- Distribution de réserves.



### **Conventions interdites :**

L'article L 225-43 du Code de commerce interdit aux dirigeants de la société de contracter sous quelque forme que ce soit, à peine de nullité du contrat, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par cette dernière un découvert ou encore de se faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements financiers envers les tiers.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 ne s'appliquent pas aux conventions passées avec un simple associé, même si celui-ci dispose d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, ni celles passées avec une société contrôlant une société associée de la S.A.S.

### **Conventions réglementées :**

Conformément aux dispositions de l'article L 227-10 du Code de commerce, les conventions conclues directement ou par personne interposée entre la société et son président, ses autres dirigeants, un associé détenant plus de 10% des droits de vote ou s'il s'agit d'une société par actions, la société la contrôlant, doivent être soumises au contrôle des associés.

Ces dispositions n'ont pas vocation à s'appliquer en cas d'associé unique qui est lui-même président.

Le président doit porter à la connaissance du commissaire aux comptes, s'il en existe un, ces conventions dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion

Le commissaire aux comptes ou à défaut le président présente à la collectivité des associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

La collectivité des associés statue sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention sur le registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises aux dispositions susvisées. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, elles sont communiquées au commissaire aux comptes s'il existe. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

### **Démembrement des actions :**

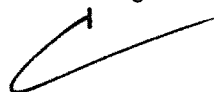
Lorsque les actions font l'objet d'un démembrement – usufruit d'une part et nue-propriété d'autre part – le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions ordinaires et pour certaines décisions extraordinaires, savoir :

- La définition et l'établissement des règles de calcul du résultat.
- L'augmentation en vertu d'apports nouveaux et la réduction du capital non motivée par des pertes, la fusion.
- Les modifications du pacte social touchant aux droits d'usufruit grevant les actions.
- Le droit de vote.

Ainsi que pour toutes décisions ayant pour conséquence directe ou indirecte d'augmenter les engagements directs ou indirects d'usufruitiers d'actions.

Pour toutes ces décisions, le nu-propriétaire devra être convoqué.

Le droit de vote appartiendra au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions. Pour toutes ces décisions, l'usufruitier devra être également convoqué.



En l'absence de volonté contraire du nu-proprétaire régulièrement signifiée à la société par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte d'huissier de justice, l'usufruitier d'actions démembrées sera présumé disposer d'un mandat tacite du nu-proprétaire pour, en l'absence de celui-ci, participer aux assemblées générales et voter en son lieu et place les résolutions proposées par la présidence et ressortant ordinairement, en application des présents statuts, du droit de vote du nu-proprétaire.

Il est rappelé :

- Qu'en vertu des dispositions de l'article 1844, premier alinéa, du Code civil, tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives nonobstant toute disposition statutaire contraire.
- Que le troisième alinéa de cet article dispose notamment que si une action est grevée d'un usufruit, le nu-proprétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives.
- Que l'exercice du droit de vote de l'usufruitier ne devra ni amener une augmentation des engagements du nu-proprétaire ni s'exercer dans le dessein de favoriser ses intérêts au détriment de ceux des autres actionnaires.

Pour les titres démembrés dont la transmission a bénéficié des dispositions de l'article 787 B du Code général des impôts les pouvoirs de l'usufruitier sont limités à l'affectation des bénéfices.

Etant précisé que cette limitation est définitive, l'usufruitier ne saurait recouvrer l'ensemble des droits de vote sur les titres ayant bénéficié de l'exonération, à l'issue du délai des engagements collectifs et individuels.

## **TITRE V - COMPTES SOCIAUX**

### **ARTICLE 13 . EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le PREMIER JANVIER et se termine le TRENTE ET UN DÉCEMBRE de chaque année.

L'associé unique approuve les comptes dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice. En cas de pluralité d'associés, une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice.

### **ARTICLE 14 . COMPTES SOCIAUX RÉSULTATS**

#### **Comptes sociaux :**

La société procède à l'enregistrement des opérations sociales en conformité des prescriptions des articles L 123-12 et suivants du Code de commerce.

À la clôture de chaque exercice, le président fait dresser l'inventaire et établir les comptes annuels le rapport de gestion (sauf pour les petites entreprises – art L 232-1 IV C commerce), le rapport du commissaire aux comptes s'il existe. Il fait établir et publier, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi que le rapport sur la gestion du groupe. L'associé unique est dispensé du rapport de gestion (dans la mesure où la société ne dépasse pas l'un des deux seuils fixés par les articles L 232-IV et R 232-11 du Code de commerce).

Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes s'il existe, et s'il y a lieu les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le mois de leur approbation, la société est tenue de déposer au greffe du tribunal de commerce, pour être annexés au registre du commerce et des sociétés, les documents énoncés à l'article L 232-23 du Code de commerce. Ce dépôt peut s'effectuer dans les deux mois par voie électronique.



En cas de refus d'approbation, une copie de la décision de refus est déposée dans le même délai.

Le rapport de gestion, s'il existe; est tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, le dépôt dans le même délai, au registre du commerce et des sociétés, de l'inventaire et des comptes annuels dûment signés vaut approbation des comptes.

#### **Résultats :**

- Détermination : sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en-dessous de cette fraction.

Le solde, diminué s'il y a lieu des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves à sa disposition ; en ce cas, la décision indique les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

- Affectation : après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles-ci attribuée sous forme de dividende, ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'il ou elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, qui restent à sa disposition, soit au compte « report à nouveau ».

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées directement avec les réserves existantes.

- Mise en paiement des dividendes : les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée des associés ou, à défaut, par le président. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de délai, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président.

- Dividendes distribués – Réserves distribuées - Démembrement :

Le résultat net et le report à nouveau bénéficiaire, s'ils sont mis en distribution, reviendront exclusivement aux usufruitiers des parts, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant l'origine du résultat (résultat courant ou exceptionnel).

Néanmoins, une convention contraire, prévoyant que le nu-proprétaire aura droit à tout ou partie des résultats exceptionnels, pourra être opposable à la société par les usufruitiers de parts démembrees et les associés nus propriétaires. Il pourra par exemple être convenu de reporter le démembrement sur les sommes distribuées ou partager le dividende entre les associés sur la base d'une évaluation économique ou fiscale de leurs droits démembrees.

Les réserves reviendront aux nus-proprétaires.

Néanmoins une convention contraire pourra décider qu'elles reviennent à l'usufruitier sous la forme d'un quasi usufruit.

Les intéressés devront alors indiquer conjointement à la société quelle est la répartition du résultat qu'ils entendent retenir entre eux. Leur accord ne pourra résulter que



d'une convention notifiée à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard le jour de l'assemblée générale approuvant les comptes de l'exercice.

## **TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 15 – DROIT D'INFORMATION PERMANENT**

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- Liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions.
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultats et les annexes.
- Les inventaires.
- Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

En application des dispositions de l'article L 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

### **ARTICLE 16 : TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

#### **Transformation :**

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut s'effectuer sans délai sous réserve d'une décision prise unilatéralement par l'associé unique soit par décision prise collectivement par les associés.

#### **Dissolution :**

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée.

Par décision de nature unilatérale ou extraordinaire, l'associé unique dans le premier cas ou la collectivité des associés dans le second cas peut décider à tout moment de la dissolution anticipée ; ce sujet doit être évoqué lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes.

En outre, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société lorsque les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le président ou le commissaire aux comptes s'il existe n'a pas provoqué la décision collective des associés visée ci-dessus dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les associés n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées à l'article L 225-248 du Code de commerce.

Il est fait observer que la société n'est dissoute par aucun des événements susceptibles d'affecter l'un de ses associés ou par la révocation d'un président qu'il soit associé ou non. En outre, la mésentente entre les associés se traduisant par une paralysie du fonctionnement de la société constitue un juste motif de dissolution.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

#### **Liquidation ou transmission universelle de patrimoine :**

À l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par



l'associé unique personne physique ou à l'unanimité des associés en cas de pluralité conformément à l'article L 237-18 du Code de commerce.

La liquidation de la société est effectuée par application des dispositions des articles L 237-1 et suivants du Code de commerce.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des frais de liquidation et le remboursement aux associés du montant nominal libéré et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent, et la part de l'associé qui n'a apporté que son industrie est égale à celle de l'associé qui a le moins apporté. Étant précisé que dans l'hypothèse d'un associé unique personne physique le boni de liquidation lui reviendra intégralement.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique s'il s'agit d'une personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

En cas d'application des dispositions du troisième alinéa de l'article 1844-5 du Code civil, la radiation de l'immatriculation est requise par l'associé unique dans le délai d'un mois à compter de la réalisation du transfert du patrimoine. À l'issue du délai d'opposition mentionné au troisième alinéa de l'article 1844-5 du Code civil, le greffier délivre sur demande un certificat de non-opposition constatant que le tribunal n'a pas été saisi dans ce délai d'une opposition enrôlée.

#### **ARTICLE 17 . OBLIGATIONS DE LOYAUTÉ ET DE CONFIDENTIALITÉ**

Il est interdit à tous membres de la société, fondateur ou non, dirigeant ou non :

- D'agir dans un sens contraire à l'intérêt de la société.
- De diffuser à l'égard de tiers des informations présentant un caractère confidentiel ou données comme telles, que ce soit par simple indiscretion ou pour favoriser d'autres intérêts.
- D'établir un mandat à effet posthume en contradiction avec les dispositions statutaires.

#### **ARTICLE 18 . REGISTRE DES BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS**

Aux termes des dispositions de l'article L 561-2-2 du Code monétaire et financier et du décret numéro 2017-1094 du 12 juin 2017 ainsi que de l'ordonnance n°2020-115 du 12 février 2020, la société devra déposer lors de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés les informations relatives aux "bénéficiaires effectifs" ainsi qu'aux modalités de contrôle qu'ils exercent sur la société.

La définition du "bénéficiaire effectif" est la suivante : il s'agit de toute personne possédant, directement ou indirectement, plus de 25% du capital ou des droits de vote, ou à défaut, la personne exerçant un contrôle sur les organes de direction et de gestion au sein de la société.



## **DEUXIEME PARTIE - DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES**

### **IMMATRICULATION**

L'immatriculation de la société sera effectuée au registre du commerce et des sociétés de COMPIEGNE par le Président.

Aux termes de celle-ci, elle sera dotée de la personne morale, donc d'une existence juridique, elle pourra ainsi agir en son nom propre.

### **PREMIER PRÉSIDENT**

Le premier président désigné par l'associé unique est Monsieur Jean-Charles DAUDRUY, associé unique, ce qu'il accepte. La durée de ses fonctions est illimitée

### **PREMIER EXERCICE SOCIAL**

Le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la société et se terminera le 31 décembre 2022.

### **RÉGIME FISCAL**

La société sera soumise à l'impôt sur les sociétés.

Il est en outre précisé que toutes les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés sont tenues de recourir aux téléprocédures fiscales et ce quel que soit leur chiffre d'affaires.

### **ENGAGEMENT DE CONSERVATION DES TITRES**

Afin de faire bénéficier à ses héritiers, légataires ou donataires des dispositions de l'article 787 B du Code général des impôts, l'associé unique déclare, pour lui et ses ayants cause à titre gratuit, s'engager à conserver ses titres sociaux pendant au moins deux ans.

Le présent engagement sera prorogé tacitement pour une durée indéterminée, il sera résiliable conformément aux dispositions de l'article 1211 du Code civil.

L'engagement de conservation est opposable à l'administration à compter de la date de l'enregistrement de l'acte qui le constate.

Toute dénonciation du présent engagement devra être notifiée à l'Administration pour lui être opposable. La dénonciation prend effet au jour où l'Administration en a pris connaissance. Cette notification peut être faite par tous moyens compatibles avec la preuve écrite.

Le notaire soussigné rappelle que les dispositions de l'article 787 B du Code général des impôts s'appliquent aux titres d'une société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale.

Ces dispositions permettent, lors d'une transmission par décès, une exonération à concurrence des trois quarts de la valeur des titres, exonération soumise aux conditions cumulatives suivantes :

- 1/ l'engagement de conservation doit toujours être en cours au moment du décès, les titres doivent donc être toujours dans le patrimoine successoral ;
- 2/ les héritiers ou ayants cause à titre gratuit de la personne décédée doivent, si le délai de deux ans n'est pas expiré, le continuer jusqu'à son terme. Que ce délai de deux années soit ou non expiré ils devront s'engager dans les six mois du décès, pour eux et leurs ayants cause à titre gratuit, à conserver ces mêmes titres pour une nouvelle durée de quatre ans qui commencera donc à courir soit à l'expiration de la



durée initiale de deux ans si elle est toujours en cours au jour du décès soit à compter du dépôt de la déclaration de succession si elle n'est plus en cours au jour du décès ;

- 3/ un des héritiers du défunt devra exercer, pendant les trois années qui suivent le décès, une fonction dirigeante au sein de la présente société.

La donation de ces titres ne remettra pas en cause l'exonération partielle lorsque le ou les donataires poursuivent l'engagement jusqu'à son terme en respectant dès la transmission les conditions sus exposées.

L'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit n'est pas remise en cause en cas de non-respect de l'engagement de conservation causé par un apport de titres à une société holding à condition que la valeur réelle de son actif brut soit composée à plus de 50% de participations soumises à ces engagements.

Il est possible d'admettre un nouvel associé dans cet engagement à condition que cet engagement devenu collectif soit reconduit pour une durée minimale de deux ans ; en cas de non-respect de l'engagement de conservation par l'un des signataires, la possibilité pour les autres signataires de conserver le bénéfice de l'exonération partielle dans la mesure où ils détiennent le pourcentage de titres exigé par le texte et les conservent jusqu'au terme de l'engagement, où si le cessionnaire s'associe à eux pour former le pourcentage de titres nécessaires, dans ce dernier cas l'engagement collectif de conservation est reconduit pour une durée de deux ans pour l'ensemble des signataires.

#### ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur domicile ou siège.

#### ENREGISTREMENT - FRAIS

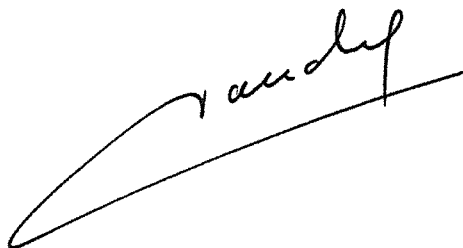
##### **Enregistrement :**

Conformément aux dispositions de l'article 635 1 1° et 5° du Code général des impôts, le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans le mois de sa date.

##### **Frais :**

Les frais, droits et honoraires des présents statuts sont à la charge de la société, portés aux frais généraux dès le premier exercice social et avant toute distribution de bénéfice. En attendant l'immatriculation de la société, ils seront avancés par l'associé unique.

Fait à SENLIS, le 2 mars 2022, en trois (3) exemplaires originaux, dont un pour l'associé, un pour la Société et un pour le Greffe du Tribunal de commerce.





## LISTE DES SOUSCRIPTEURS

### KARLING

**Société par actions simplifiée**  
**Au capital de 5.652.900,00 euros**  
**Siège à SENLIS (60300) 9 rue du Périer**

**En cours de constitution**

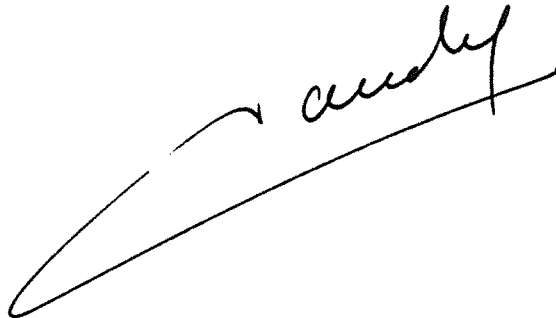
Liste des souscripteurs :

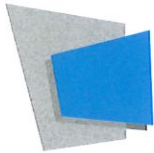
Monsieur Jean-Charles DAUDRUY, né à DUNKERQUE (59140) le 13 octobre 1964 demeurant à SENLIS (60300) 9 rue du Périer, souscrit 56.529 actions de 100 € de valeur nominale, soit une souscription de 5.652.900,00 € en rémunération de

- son apport en nature de 5.652.800,00 EUR entièrement libéré
- son apport en numéraire de 100,00 EUR entièrement libéré

Le présent état qui constate la souscription de 56.529 actions de la société KARLING, ainsi que le versement de la somme de CENT EUROS (100,00 EUR) et la libération intégrale de l'apport en nature de CINQ MILLIONS SIX CENT CINQUANTE-DEUX MILLE HUIT CENTS EUROS (5.652.800,00 EUR), est certifié exact et sincère par Monsieur Jean-Charles DAUDRUY Président de la société

Fait à SENLIS le 8 mars 2022

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J.C. Daudruy', written over a horizontal line.



**EXPERIAL**  
C O N S E I L

**« KARLING »**

**S.A.S. en voie de constitution au capital de 5 652 900 €**

---

9 rue du Périer  
60300 SENLIS

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS**

# « KARLING »

Société par actions simplifiée, en voie de constitution,  
Au capital de 5 652 900 Euros  
Siège social : 9 Rue du Périer  
60300 SENLIS

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

A l'associé unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique en date du 02 février 2022, agissant en qualité de futur associé de la société par actions « KARLING », société en voie de constitution, au capital de 5 652 900 euros, nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article L.223-9 du Code de commerce.

Le siège social de la société sera fixé 9 Rue du Périer 60300 SENLIS. Son capital social sera constitué à hauteur de 5 652 900 euros, moyennant, d'une part, d'un apport en nature d'actions évalué à 5 652 800 euros que Monsieur Jean-Charles DAUDRUY détient dans la société « SAS CHARLES DAUDRUY ET FILS » et d'autre part, d'un apport en numéraire de 100 euros.

L'apport envisagé est décrit dans le projet des statuts. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicables à cette mission ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Nous vous prions de trouver ci-après, nos constatations présentées dans l'ordre suivant :

- Une présentation de l'opération et la description des apports,
- L'exposé de nos diligences et notre appréciation de la valeur des apports,
- Conclusion.

## 1. Présentation de l'opération et description des apports

---

### 1.1 Entité et personne participant à l'opération

- **Monsieur Jean-Charles DAUDRUY**  
Né le 13 octobre 1964 à DUNKERQUE  
De nationalité française,  
Demeurant 9 Rue des Périers, 60300 SENLIS  
Agissant en qualité d'apporteur.
  
- **La Société « KARLING »**  
Société par actions simplifiée  
Au capital de 5 652 900 euros  
Siège social : 9 Rue des Périers, 60300 SENLIS  
Représentée par son associé fondateur, Monsieur Jean-Charles DAUDRUY.  
Agissant en qualité de bénéficiaire des apports.

### 1.2 Nature et objectifs de l'apport des titres

La création de la société « KARLING » envisagée par voie d'apport de titres détenus par l'apporteur, vise à permettre au futur associé, de concentrer les titres qu'il détient au sein d'une structure juridique qui a pour objet principal la prise de participation dans toutes entités juridiques.

### 1.3 Description de l'apport en nature :

#### 1.3. A Description de l'apport en nature

L'associé fait apport de sept mille soixante-six (7 066) actions, de la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS », société par actions simplifiée, au capital social de 434 124 euros divisé en vingt-huit mille huit (28 008) actions de quinze euros et cinquante centimes (15,50 €), ayant son siège social situé 40 Avenue des Lilas à 62152 NEUFCHATEL-HARDELOT, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de BOULOGNE SUR MER sous le n° 377.525.324.

#### 1.3. B Evaluation des apports en nature

L'évaluation des actions de la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS » a été établie sur la base des comptes annuels au 30 juin 2021 et tenant compte des opérations intervenues jusqu'au 31 janvier 2022. Nous nous sommes assurés qu'aucun événement n'était intervenu entre les dates de clôture des états financiers et la date du présent rapport, qui soit susceptible de modifier la valeur de la société dont les titres font l'objet de l'apport.

La méthode d'évaluation retenue repose sur une approche patrimoniale.

Il en ressort l'évaluation suivante :

- Les actions de la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS » ont été évaluées à la somme de 800 euros par action, soit 5 652 800 euros pour les 7 066 actions apportées.

#### 1.4 Rémunération de l'apport :

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à cinq millions six cent cinquante-deux mille huit cents euros (5 652 800 €), il sera attribué à l'apporteur des 7 066 actions de la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS », Monsieur Jean-Charles DAUDRUY, 56 528 actions de la société « KARLING », d'une valeur nominale de cent euros (100 €) chacune, entièrement libérées.

#### 1.5 Aspects juridiques :

La société « KARLING » sera propriétaire des actions apportées à compter du jour de son immatriculation auprès du registre de commerce et des sociétés, et à ce titre, aura notamment droit aux dividendes mis en distribution sur les actions apportées.

## 2. Diligences et appréciation de la valeur des apports

### A) Les diligences

Nous avons pris connaissance du contexte général et des modalités envisagées, pour la présente opération, tant d'un point de vue comptable que juridique.

Pour effectuer nos diligences, nous nous sommes notamment fait communiquer :

- Le projet des statuts de la société « KARLING » comprenant le détail des apports en nature ;
- Les états financiers de la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS » pour les exercices clos au 30.06.2020 et 30.06.2021 ;
- Les éléments comptables des comptes de la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS » au 31.01.2022 ;
- Le projet d'acte de cession prévue le 18 février 2022 et la convention de cession en date du 30 décembre 2021 des sociétés « CHARLES DAUDRUY VAN CAUWENBERGHE ET FILS », « NORD ESTER », « SOCIETE SYNTHOISE DE CORPS GRAS » et « NORD TRANSIT » ;
- La lettre d'affirmation reçue du dirigeant.

Nous nous sommes assurés, lors d'entretiens avec le dirigeant et de la société concernée, qu'il n'y avait pas d'événements postérieurs à la date des derniers comptes annuels, susceptibles de remettre en cause la valeur de l'apport.

## B) L'appréciation de la valeur des apports

Les titres apportés ont été évalués sur la base des comptes annuels de l'exercice comptable 2021.

Compte tenu de l'activité de « holding » de la « SAS CHARLES DAUDRUY ET FILS », nous n'avons pas jugé pertinent de procéder à une approche par la rentabilité.

La méthode d'évaluation retenue repose uniquement sur une approche patrimoniale.

Pour évaluer la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS » sous une approche patrimoniale, nous avons réévalué sur la base de leur valeur réelle, les titres de participation dont certains font l'objet d'un projet d'acte de cession.

Notre appréciation de la valeur des apports a consisté à analyser l'actif net comptable de la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS ». Cette démarche a été réalisée en 3 étapes :

**1<sup>ère</sup> étape** : Analyse de l'actif net comptable au 30 juin 2021 de la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS » composée de 28 008 actions, dont 7 066 actions seront apportées à la société « KARLING » ;

**2<sup>ème</sup> étape** : Prise en compte des opérations comptables entre le 1<sup>er</sup> juillet 2021 et le 31 janvier 2022, nous permettant d'obtenir l'actif net comptable au 31 janvier 2022 ;

**3<sup>ème</sup> étape** : Analyse de la valorisation de la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS » avec prise en compte de la valeur réelle des éléments d'actifs et plus précisément des titres de participation :

- Pour les titres des filiales « CHARLES DAUDRUY VAN CAUWENBERGHE ET FILS », « NORD ESTER », « NORD TRANSIT » et « SOCIETE SYNTHOISE DE CORPS GRAS », nous tenons compte de leur valeur probable de cession sur la base d'un acte de cession dont la signature est envisagée le 18 février 2022 ;
- Pour ceux de la filiale immobilière COREPI, nous réévaluons la société à partir de la valeur de marché de ses biens immobiliers, ces derniers ayant fait l'objet d'une attestation notariale.

Nous obtenons la valeur de l'actif net comptable réévalué.

Les bilans des exercices clos au 30 juin 2020 et 30 juin 2021 sont rappelés ci-dessous :

<b>BILAN</b>	<b>Exercice clos le 30/06/2021</b>	<b>Exercice clos le 30/06/2020</b>
Immobilisations	9 888 954 €	9 888 954 €
Stocks	- €	- €
Créances clients	- €	- €
Autres créances	10 320 700 €	8 743 004 €
Disponibilités	2 901 €	3 831 €
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>20 212 555 €</b>	<b>18 635 789 €</b>
Capitaux propres	19 366 477 €	17 833 052 €
Provisions	- €	- €
Dettes financières	- €	- €
Dettes fournisseurs	- €	- €
Autres dettes	846 078 €	802 737 €
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>20 212 555 €</b>	<b>18 635 789 €</b>

1) L'actif net comptable de la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS » au 30 juin 2021 s'établit comme suit :

➤ Actif immobilisé	+ 9 888 954
➤ Actif circulant	+ <u>10 323 601</u>
	= 20 212 555
➤ Dettes	- <u>846 078</u>
➤ Actif net comptable au 30.06.2021	= 19 366 477

2) Prise en compte des opérations comptables entre le 1<sup>er</sup> juillet 2021 et le 31 janvier 2022 :

A partir des opérations comptables intervenues du 1<sup>er</sup> juillet jusqu'au 31 janvier 2022, notamment la distribution de dividendes relative à l'exercice clos le 30 juin 2021, nous avons déterminé l'actif net comptable au 31 janvier 2022.

➤ Actif net comptable au 30.06.2021	+ 19 366 477
➤ Distribution de dividendes	- 700 200
➤ Charges comptabilisées jusqu'au 31.01.2022	- <u>13 991</u>
➤ Actif net comptable au 31.01.2022	= 18 652 286

3) Analyse de la valeur réelle de la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS » :

▪ Pour évaluer les titres détenus dans les filiales « CHARLES DAUDRUY VAN CAUWENBERGHE ET FILS », « NORD ESTER », « NORD TRANSIT » et « SOCIETE SYNTHOISE DE CORPS GRAS », nous nous sommes basés sur le projet d'acte de cession de ces titres à la société « HDY », représentée par

Dominique DAUDRUY, actuel dirigeant du Groupe DAUDRUY. Il a été convenu que l'opération de cession s'établirait à un prix de vente de **8 500 630 euros** pour les participations suivantes :

- 11 286 actions DVC (37,62 %) ;
- 207 000 actions N-E (25,66 %) ;
- 3 595 actions SYNTHOGRAS (35,95 %) ;
- 220 actions N-T (73,33 %).

A cette valeur (8 500 630 €), il est prévu dans la convention de cession en date du 30 décembre 2021, un complément de prix calculé de façon forfaitaire pour les sociétés « DVC », « NORD ESTER » et « SYNTHOGRAS ». Au total, le complément de prix s'élève à 7 500 000 euros.

Ce complément de prix sera payé au titre des exercices clos les 31 décembre 2022, 31 décembre 2023 et 31 décembre 2024 aux vendeurs dans la mesure où, pour chaque société concernée, le résultat courant avant impôts (RCAI) au titre de l'exercice concerné excédera la moyenne du résultat courant avant impôts de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et celui clos le 31 décembre 2021.

Par prudence, compte tenu de la conjoncture économique et géopolitique, nous estimons à 20 %, la probabilité de versement de ce complément de prix. Après application de ce taux, nous obtenons, pour notre évaluation, un complément de prix de 1 500 000 euros.

▪ Pour évaluer la filiale immobilière COREPI détenue à hauteur de 94,86 %, nous avons réévalué la société à partir de la valeur de marché des biens immobiliers indiquée dans l'attestation notariale de Maître Nicolas DAUDRY. La valeur estimée de ces biens s'élève à 4 170 000 euros pour un montant net à l'actif du bilan de 3 613 735 euros comprenant 357 708 euros de constructions et 3 256 027 euros de stocks de biens. De cette analyse, il en ressort les éléments suivants :

➤ Actif net comptable au 31.12.2020	=	4 268 981
➤ Valeur nette des biens à l'actif du bilan	-	3 613 735
➤ Valeur réelle des biens immobiliers	+	4 170 000
➤ Fiscalité sur plus-value latente (IS à 26,5%)	-	<u>147 410</u>
➤ Actif net comptable corrigé de COREPI	=	4 677 836

⇒ Le calcul de l'actif net comptable corrigé de la société « CHARLES DAUDRUY ET FILS » s'établit comme suit :

➤ Actif net comptable au 31.01.2022	=	18 652 286
➤ Valeur des titres de participation au bilan	-	9 888 954
➤ Valeur réelle (Prix initial) des titres des filiales suivant le projet de cession prévue le 18.02.2022	+	8 500 630

- Complément de prix fixé dans la convention de cessions en date du 30.12.2021 estimé à 20 % (7 500 000 € x 20 %) + 1 500 000
- Valeur réelle des titres la société « COREPI » avec prise en compte de valeur de marché des biens immobiliers (4 677 836 € x 94,86 %) + 4 437 395
- Fiscalité latente sur prix initial et complément de prix - 144 660
- Actif net comptable corrigé = 23 056 697

Nombre d'actions 28 008

Valeur par action 823,22 €

**Arrondie à 823 €**

Soit pour les 7 066 actions à apporter : 5 815 318 €

### **3. Conclusion**

---

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur des apports en nature, 7 066 actions de la « SAS CHARLES DAUDRUY ET FILS » pour 5 652 800 euros, n'est pas surévaluée et en conséquence, que le montant de l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital social de la société à constituer.

Fait à Saint Martin Boulogne,  
Le 08 Février 2022

**EXPERIAL CONSEIL**

*Société de Commissaires aux comptes  
Inscrite sur la liste nationale des  
Commissaires aux comptes,  
Rattachée à la CRCC des Hauts-de-France*

**Paul GARENAUX,**  
Signataire

